

**DISCOURS DE L'AMBASSADEUR PIERRE CLAVER NDAYICARIYE, PRESIDENT DE LA CVR DU BURUNDI A L'OCCASION DES CEREMONIES DE LANCEMENT OFFICIEL DES EXHUMATIONS DES FOSSES COMMUNES DATANT DES TUERIES DE MAI 1972 A VUGIZO EN PROVINCE DE MAKAMBA, GIKUZI, VUGIZO, LE 15/09/2020**

Honorable Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale du Burundi,  
Honorables Députés et Sénateurs élus en Province de Makamba,  
Madame le Gouverneur de la Province de Makamba,  
Mesdames, Messieurs les Représentants de la Magistrature,  
Monsieur le Président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme,  
Mesdames, Messieurs les Commissaires de la CNIDH,  
Monsieur le Président de la Cour spéciale des Terres et Autres Biens,  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Corps de Défense et de Sécurité,  
Mesdames, Messieurs les Administrateurs communaux,  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Confessions religieuses,  
Chers Cadres et amis natifs de la Province Makamba,  
Distingués invités,  
Mesdames, Messieurs,

Au nom de la Commission Vérité et Réconciliation du Burundi, permettez-moi de souhaiter la bienvenue à toutes les autorités présentes à cette cérémonie de la mémoire et de la douleur.

Une cérémonie de la mémoire d'abord car les Burundais en général et ceux de la Commune Vugizo en particulier revivent à travers ces instants le lourd deuil et la pesante souffrance qu'ils portent en eux et dans leur famille depuis plus de 48 ans.

Une cérémonie de la souffrance ensuite car les populations de la Commune Vugizo qui ont vu les leurs massacrés, violés et jetés dans les toilettes et dans les fosses communes de Gikuzi et ses environs en mai 1972 ont été condamnés au silence traumatisant et au désespoir face à la barbarie qui a fauché de nombreuses familles de Vugizo.

Au nom de toutes les familles du Burundi pour lesquelles le droit de pleurer a été bafoué et qui, par conséquent, n'ont pas pleuré les leurs ; au nom de celles et de ceux qui n'ont pas été autorisés à faire le deuil, la Commission Vérité et Réconciliation s'incline devant la mémoire des innocents tués par l'intolérance politique et le venin de la haine ethnique.

Ces personnes qui dorment dans les toilettes et les fosses communes de Gikuzi et ses environs ont été assassinés par le mépris, l'arrogance et l'irresponsabilité d'un pouvoir politique de la Première République qui a délibérément choisi de ne pas protéger ses citoyens.  
Honorables Parlementaires,

Distingués invités,  
Mesdames, Messieurs,

Rien ne peut justifier l'ampleur des tueries sélectives massives que les collines de Vugizo ont connues en 1972. A la tête de la commune de Vugizo, il y avait un Administrateur communal qui s'est autoproclamé pour les besoins de la cause ; il est toujours en vie. La CVR tentera de lui faire parler, conformément à la loi de novembre 2018 pour qu'il éclaire la Commission sur la réalité de la tragédie qui a frappé cette région.

La Province de Bururi avait un Gouverneur militaire ; il est lui aussi encore en vie. La CVR du Burundi lui fera également parler pour qu'il livre sa version de la crise qui a fauché de nombreuses familles dans les provinces actuelles de Bururi, Rumonge et Makamba.

Les tueries ont visé les paysans de tous âges, les fonctionnaires de l'Etat, les magistrats, les opérateurs économiques, les militaires et les gendarmes, les enseignants, les élèves des écoles secondaires, les religieux et tous ceux que les tueurs ne voulaient pas voir vivre.

Les collines de la Commune Vugizo ont été vidées ; les hommes Bahutu ont été tués en masse ; les femmes Batutsi et Bahutu ont été violées avant d'être jetées dans les fosses communes. Quelques rescapés ont pris le chemin de l'exil, en particulier vers la Tanzanie et la République Démocratique du Congo.

Les premiers témoignages dont dispose la CVR parlent aussi des personnes assassinées et qui ont été jetées dans les rivières, dans le lac Tanganyika ou dans la brousse.

Distingués invités,  
Mesdames,  
Messieurs,

Le site de Gikuzi en Commune de Vugizo est un lieu célèbre de triste mémoire. Quand les adultes rescapés parlent à la CVR, les Commissaires n'en reviennent pas. Le mode opératoire pour arrêter et massacrer les innocents sélectivement était sophistiqué : les populations étaient convoquées pour participer aux réunions de paix et d'unité (*Inama z'amahoro n'ubumwe*) par l'autorité communale et les responsables militaires de l'époque.

Arrivées au Chef-lieu de la Commune Vugizo (ici même), les populations étaient séparées sur base ethnique : les Bahutu étaient regroupés dans une salle ; les Batutsi étaient mis de côté. Tout autour de ce terrain que voici, il y avait un peloton militaire chargé d'exécuter tous les Bahutu qui avaient été sélectionnés et regroupés.

La CVR rappelle cette réalité pour que le monde sache qu'il y a une histoire et un passé douloureux de notre pays que la communauté internationale ignore ou ne veut pas lire. Les jeunes Burundais découvrent petit à petit qu'il y a une histoire tragique que les parents ont cachée à leurs enfants.

A Gikuzi, en Commune de Vugizo, en mai 1972, des femmes Batutsi et des femmes Bahutu ont été violées devant leurs mamans avant d'être tuées et jetées dans les fosses communes. La CVR du Burundi en parle devant cette auguste assemblée car elle a déjà des noms de femmes, victimes de ces barbaries sans nom.

Honorables Parlementaires,  
Distingués invités,

C'est donc sur ce site tristement célèbre de Gikuzi, en Commune de Vugizo, que la CVR lance ce mardi 15 septembre 2020 la deuxième phase des exhumations des fosses communes de Makamba. Sur ce site, la CVR a déjà fouillé et confirmé sept fosses communes de mai 1972 et une huitième fosse commune qui, selon les témoins, date de 1997.

Nous remercions les éléments de la FDN œuvrant dans cette zone pour leur appui dans la découverte de ces fosses communes. En 1972, il y avait ici les bureaux de la Commune et du Tribunal de résidence de Vugizo. Ce tribunal que vous voyez de ce côté en état délabré, fût le lieu de l'holocauste, car, avant d'être tuées les victimes étaient rassemblées dans cet endroit.

Les victimes venaient innocemment des collines Gikuzi, Martyazo, Rutegama, Kiyazi, Rurambira, Gahandu, Kagege, Mutobo, Nyamurinzi, Jongwe, Gitaba, et j'en passe. Soit au total une vingtaine de collines. Ces innocents répondaient à l'autorité communale ; ils ne se reprochaient de rien. Ils ne savaient pas qu'ils avaient rendez-vous avec la mort.

Honorable Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale du Burundi,  
Honorables Députés et Sénateurs élus en Province de Makamba,  
Madame le Gouverneur de la Province de Makamba,  
Chers cadres natifs de la Province de Makamba,  
Distingués invités,  
Chers amis journalistes,

Le Burundi a besoin d'une paix durable et d'une véritable réconciliation nationale. Cette paix et cette réconciliation doivent préalablement plonger leurs racines dans la vérité sur les crises politiques et les tueries

qui ont endeillé les familles. Comprendre les motivations, les plans et les acteurs des crises de 1965, 1969, 1971, 1972, 1988, de 1991 et de 1993 permettra aux Burundais de quitter les tunnels de la haine ethnique, du mensonge et de l'hypocrisie ravageurs de notre société.

C'est la principale mission confiée à la CVR.

Que tous les responsables du Burundi, jeunes et moins jeunes, comprennent que notre société ne peut pas bâtir la paix sur les fosses communes éparpillées dans nos collines et quartiers. Le sang des Bahutu, des Batutsi et des Batwa a été versé gratuitement. La fracture de la communauté est réelle.

Il faut un sursaut national qui protège les filles et les fils de ce pays. Il faut quitter les raccourcis de la globalisation. Il faut que les Burundi apprennent «à vivre et à survivre ensemble». Il y a une urgence à réécrire une histoire partagée par de nombreux Burundi. Celle qu'on enseigne dans les écoles aujourd'hui contient plusieurs pages de mensonges délibérément entretenus. La preuve : aucun livre sur les fosses communes des crises passées que le Burundi découvre et exhume actuellement. Le silence des vivants qui savaient a été noyé par le chagrin des innocents tués. La douleur des familles endeillées a été étouffée par le regard terrorisant des présumés auteurs.

Distingués invités,  
Mesdames,  
Messieurs,  
Chers amis journalistes,

Dans ce pays, le mensonge et l'hypocrisie ont tué des innocents. La jalousie et la paresse ont endeillé le pays. La haine ethnique, l'égoïsme, la cupidité, le dédain et le mépris de l'autre, le sens peu élevé de l'Etat et les clivages claniques et régionalistes ont précipité le Burundi dans le gouffre de la barbarie. Les fosses communes de Gikuzi, Jongwe, Gishiha, Rabiro, en Commune de Vugizo pour n'en citer que celles-là, nous réunissent aujourd'hui. Avec les fosses communes de 1972 et celles des autres crises sur lesquelles travaille la CVR, l'opinion nationale et internationale découvre la réalité longtemps cachée.

Depuis le 25 août 2020, au moins sept fosses communes ont été exhumées et d'autres ont été retrouvées détruites. Toutes ces fosses totalisent les restes humains de plus de 400 personnes tuées dont un bébé de trois mois dans la fosse commune de la sous colline Butambasha, Colline Karizi en zone Kayogoro de la commune Mabanda. Des familles entières ont été décimées sans distinction d'âge, de sexe et de rang social. Aujourd'hui donc, nous avons plusieurs fosses communes que la CVR va exhumer du 15 au 26 septembre 2020.

(a) En commune de Vugizo, nous avons :

- En Zone Vugizo, sur la colline Gikuzi, 8 fosses communes vérifiées et confirmées, soit 7 fosses datant de mai 1972 et une fosse commune de 1997 ;
- En Zone Gishiha, sur la colline Rutegama, en face du Lycée communal de Gishiha, 1 fosse commune vérifiée et confirmée à l'intérieur de la mission Pentecôtiste de Gishiha ;
- En Zone Gishiha encore toujours, sur la colline Jongwe, une fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée ;
- En Zone Gishiha encore, sur la colline Martyazo, sous colline Rusenyi, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée ;
- En Zone Gishiha enfin, sur la colline Rabiro, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée. Signalons qu'à Rabiro, il avait été signalé plus d'une fosse commune mais les informations recueillies sur place indiquent que d'autres fosses ont été détruites.

(b) En Commune Mabanda :

- En Zone Kayogoro, sur la colline Karinzi, sous colline Musebeyi, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée ;
- En Zone Gitaba, sur la colline Karonge, sous colline Murenge, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée.

Pour la fosse commune de Gishiha non loin de la zone du même nom, les restes humains ont été repérés à une profondeur de 4 mètres. Les personnes assassinées ont été jetées dans une toilette de 12 m de profondeur. Les images sont insupportables. Le souvenir est pesant et le silence des tueries est trop lourd. Mais face à l'histoire, la vérité ne pourrit jamais.

C'est cette vérité que les veuves et les orphelins encore vivants révèlent timidement à la CVR aujourd'hui. C'est un miracle que Dieu a réservé aux Burundais pour qu'ils comprennent que la mort des innocents alimente la violence, les blessures traumatiques et le chagrin communautaire.

Tenez, en Zone Gisenyi, sur les collines Gisenyi et Munonotsi de la Commune Makamba, la CVR a directement parlé aux vieillards qui ont été utilisés pour jeter les personnes tuées dans les fosses communes. Ces vieillards ont montré à la CVR la localisation précise des fosses communes. Les mêmes vieillards ont témoigné. En témoignant devant les Commissaires et les cadres de la CVR, ils disent qu'ils se sentent soulagés. Ils citent les noms des personnes tuées ; ils citent les principaux acteurs de l'époque.

C'est un miracle de Dieu ! A Nyanza-Lac, la CVR a déjà rencontré quelques Burundais, Hutu et Tutsi, qui ont été utilisés comme des "Mulele" en 1972. Ces personnes sont encore en vie. Aujourd'hui, ce sont des citoyens très ordinaires.

Honorables Parlementaires,  
Distingués invités,  
Mesdames,  
Messieurs,

Depuis que la CVR est déployée dans les provinces du Sud (Rumonge, Makamba et prochainement à Bururi), nous nous intéressons à toutes les informations relatives aux signes précurseurs de la crise du 29 avril 1972. Je pense en particulier au phénomène dit "Mayi Mulele" dont les acteurs politiques et militaires de 1972 parlent beaucoup ; aux visites des autorités politiques et militaires dans Rumonge à la veille du 29 avril 1972 ; au match de football organisé à Rumonge à la même période, en liaison avec les fameuses soirées dansantes organisées dans plusieurs provinces du pays et à l'assassinat de l'ex- Roi Ntare V au Camp des Commandos de Gitega la nuit du 29 avril 1972.

La Commission Vérité et Réconciliation cherche aussi à comprendre comment, par qui et quand les listes préétablies des personnes à arrêter et à tuer ont été confectionnées à travers tout le pays. Ces enquêtes et investigations demandent du temps, de la patience et surtout un professionnalisme rigoureux.

Honorables Parlementaires,  
Distingués invités,  
Mesdames, Messieurs,  
Chers amis journalistes,

Merci à toutes et à tous d'être venus soutenir les missions de la CVR en quête de la vérité pour libérer les familles, les individus et la communauté nationale. Parmi vous, certains découvrent la commune de Vugizo pour la première fois.

Les cadres natifs de Vugizo traînent les blessures des atrocités de 1972 depuis 48 ans. Beaucoup de veuves et orphelins sont morts dans la misère et le dénuement total. Les familles ont été dépouillées de leurs biens. Aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Europe, les orphelins qui y vivent témoignent à distance. Ils nous parlent du calvaire vécu par leurs familles.

Les victimes des disparus ici éprouvent encore de la peine à témoigner. Supportant encore le lourd fardeau du choc de ce qu'elles ont subies, elles vivent dans une peur inouïe et ne parviennent pas à parler librement. Les présumés auteurs encore en vie essaient de terroriser ceux qui voudraient témoigner. Personne ne devrait avoir peur. Le travail de la CVR vise la mission ultime de découverte de la vérité en vue d'une véritable réconciliation. Ainsi, nous interpelons tout un chacun de sortir de son silence pour parler. Le mal doit être contesté et dénoncé.

Signalons en passant que quiconque entrave le travail de la CVR est pénalement puni par la loi.

Les victimes doivent être soulagées ; le pays doit retrouver une paix durable. Prions Dieu le Tout Puissant pour que les hommes et les femmes de ce pays changent positivement. Notre société a besoin davantage de messagers de paix et d'unité qui vivent l'unité et propagent la paix dans les familles et les collines de ce beau pays.

Vive la vérité et la paix au service de la réconciliation !

Je vous remercie.